

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

# La Commune

n° 108

Mensuel de l'organisation *La Commune - Pour un Parti des Travailleurs*  
membre du courant international *Mouvement socialiste des travailleurs (IVe Internationale)*

été 2016

2,50 €

## Loi El Khomri - 49-3

# PLUS QUE JAMAIS,

# LE RETRAIT !

**Chronique d'une chute de régime** *lire pp. 4 - 5 - 6*

**Élections en Espagne : tous perdants !** *lire p. 10*

**Sécurité sociale : Origines et fondements (4)** *lire pp. 12 - 13*

**Honneur à Cassius X – Muhammad Ali** *lire p. 15*

## L'actualité en quelques brèves

### Pauvreté en France

Le 28 juin 2016, est parue l'édition 2016 de l'enquête de l'Insee intitulée « *Les revenus et le patrimoine des ménages* »<sup>1</sup>. Si l'enquête est annuelle et s'intéresse aux chiffres de 2013, celle-ci offre la caractéristique très intéressante d'offrir en plus des analyses sur la période 2008-2013 et d'étudier l'impact de la crise économique pendant le quinquennat Sarkozy et le début de celui de Hollande. Le verdict est sans équivoque : le niveau de vie médian a baissé de 1,1 % sur les années 2008 à 2013, soit 0,2% par an. Pour les 10% des Français les plus modestes, la baisse du niveau de vie sur les cinq ans atteint 3,5% : évidemment, ce sont les plus pauvres qui payent le prix le plus fort de la crise. Concrètement, pour les 10% les plus modestes de la population, le niveau de vie a reculé de 935 euros par mois en 2008 à 894 euros en 2013... Concernant les évolutions de la pauvreté, l'Insee parle donc une « *aggravation inédite en France* ».

### Explosion de la rétention administrative

Le même jour, 28 juin 2016, cinq associations la Cimade, l'Ordre de Malte, l'Association Service social familial migrants (Assfam), Forum réfugiés et France terre d'asile ont rendu public un rapport<sup>2</sup> dénonçant l'usage « massif », « banalisé » de l'enfermement des étrangers : 48 000 personnes ont été placées en centre de rétention en 2015. Cet enfermement touche sans distinction les enfants, les personnes malades, les femmes enceintes. C'est ainsi que près de 4 378 enfants ou adolescents ont été placés en rétention à Mayotte. Là encore, le constat est sans appel : il y a une continuité entre la politique de Sarkozy et celle de Hollande. Le rapport note : « *La loi du 7 mars 2016 ne marque pas de rupture avec une politique d'éloignement basée sur un système d'enfermement à grande échelle qui s'accompagne de violations des droits. [...] Aucune fermeture ou réduction du nombre de places dans ces lieux de privation de liberté n'est d'ailleurs prévue par le gouvernement* ».



### Surpopulation carcérale

Fait rarissime, la directrice de la prison de Fleury-Mérogis a adressé le 20 juin 2016 au préfet du département et à l'administration pénitentiaire une lettre alertant sur la surpopulation carcérale de cette prison. On y comptabilise plus de 4 500 détenus pour une capacité maximum de 3 036 places. « *Le 20 juin 2016, nous comptabilisons 10 matelas au sol, alors que la plupart des cellules comportent deux lits* »... Fleury-Mérogis n'est pas un cas isolé ainsi que le rappellent régulièrement les différents rapports officiels (enquêtes parlementaires, Commission nationale de déontologie de la sécurité, Observatoire international des prisons, ONU, Comité européen de prévention de la torture) et même les statistiques mensuelles du ministère de la Justice : au 1<sup>er</sup> juin 2016, 68 542 personnes incarcérées, 14 115 détenus en surnombre, 1 476 matelas à même le sol... Personne n'ignore donc que la situation des prisons françaises est digne des bagnes du XIX<sup>ème</sup> siècle dénoncés par Victor Hugo.

### Des accords qui sauvent les usines ?

La une du quotidien *Les Échos* du vendredi 24 juin 2016 titrait : « *Compétitivité : ces accords qui sauvent des usines* ». Tout un programme, une vraie campagne de presse, en appui du gouvernement et en défense de la loi El Khomri. Les journalistes parlent d'une « *logique donnant-donnant* » : « *syndicats et salariés acceptent différents accords sociaux en échange d'un investissement déterminant pour l'usine ou d'un simple maintien de l'emploi sans passer par la case PSE* ». Sont cités de nombreux exemples d'accords d'entre-

prise, comme chez Valeo, à Abbeville (signé par la CGT), à Mazamet (en échange de nouveaux emplois, augmentation du temps de travail d'une heure et quart de plus par semaine pour les employés, de trois jours pour les cadres), à Annemasse (en échange de l'arrivée de nouveaux produits sur les chaînes de production, 18 jours en moins de RTT pour les ouvriers et employés et un gel des salaires de 3 ans pour les cadres). Celui de PSA à Rennes où un accord a été signé par toutes les organisations syndicales (sauf la CGT) : on y « *échange* » modération salariale couplée à une hausse du temps de travail, avec notamment la suppression des congés pour les salariés les plus anciens contre ... l'attribution à l'usine d'un nouveau modèle de véhicule à produire !!!! Rien de mieux que le niveau local, qui permet aux salariés d'être « *impliqués et [de] comprendre la situation en détail* » car comme dit le délégué Sud de La Roche-sur-Yon qui a permis de valider l'accord chez Michelin : « *Une usine, ce sont des familles, une petite communauté où tous se sentent concernés* ».

### El Khomri, inspection du travail et droit de grève

Le Point du 9 juillet 2016 illustre en contrepoint la répression impitoyable qui s'abat sur les syndicalistes qui luttent et sont debout. C'est ainsi que la ministre du travail Myriam El Khomri vient d'autoriser le licenciement d'un délégué CGT de Sodexo licencié pour avoir poursuivi la grève et y avoir incité d'autres salariés le lendemain de la signature d'un accord de fin de grève. Dans le contexte du conflit sur la loi « *travail* », le gouvernement « *vole au secours de Sodexo pour licencier un salarié protégé, allant à l'encontre de la décision de l'inspection du travail* » rappelle la CGT.

Isabelle Foucher,  
09-07-2016.

1. [http://www.insee.fr/fr/ffc/docs\\_ffc/REVPEN16.pdf](http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/REVPEN16.pdf). Voir l'analyse de Laurent Mauduit (<https://www.media-part.fr/journal/economie/280616/aggravation-inedite-de-la-pauvrete-en-france>)  
2. <http://www.lacimade.org/publication/rapport-2015-sur-centre-et-locaux-de-retention-administrative/>

## SOMMAIRE

Pages

• Bloc notes.....	2
• Editorial.....	3
• Chronique d'une chute de régime..	4
• Hôpitaux.....	7
• Déclaration : La Commune-GSI.....	8
• Etat espagnol.....	10
• Amérique latine.....	11
• Brexit.....	12
• Sécurité sociale.....	13
• Les marxistes et l'histoire.....	14
• Honneur à Muhammad Ali.....	15

## Éditorial

# Lutte de classes ou lutte de places

Depuis quatre mois, la classe ouvrière est engagée dans un bras de fer pour le retrait de la loi El Khomri. Pour la seconde fois consécutive, la loi « travail » a donc été adoptée sans débat, sans vote, à grand coup de 49-3, le 5 juillet à l'Assemblée nationale. Et Manuel Valls d'expliquer : « *Il faut arrêter de jouer* », « *je ne lâcherai pas la CFDT* ». Sauf qu'il ne s'agit pas d'un jeu, mais de la casse du Code du travail et du naufrage politique d'une majorité en haillons qui s'accroche coûte que coûte à son meilleur allié, Laurent Berger, le patron de la CFDT, la branche salariée du MEDEF.

Mais, pour Hollande et Valls, les dégâts sont irréparables. La majorité parlementaire est fracassée, le PS et ses soutiens du PCF, du Front de gauche et d'EELV sont en lambeaux. La seule majorité dont jouissent encore Hollande et Valls est celle de leur impopularité qui enfonce tous les records de la V<sup>e</sup> République.

Les événements que nous vivons depuis quatre mois illustrent de façon criante la tendance à l'intégration des syndicats à l'Etat et le rôle des directions syndicales. Flanc-gardant le gouvernement et sa politique, les directions confédérales syndicales ont pesé de tout leur poids pour étouffer et empêcher l'embrasement total. Au premier rang de celles-ci se trouvent Philippe Martinez et Jean-Claude Mailly. Ces deux-là, couverts de bout en bout par la FSU et SUD, se sont ouvertement opposés au « tous ensemble » et à la grève générale. Ils ont refusé d'appeler au retrait total de la loi El Khomri. Ils ont organisé les « temps forts » et surtout les « temps morts ». Ils ont divisé et dispersé les grèves par branches, secteurs, régions. Ils ont « attendu » plus de trois mois avant d'appeler à une journée de grève interprofessionnelle et à une manifestation nationale, le 14 juin à Paris. Ils ont enfin supplié Hollande et Valls de rouvrir des négociations sur l'« article 2 » afin de mieux trahir les salariés, les chômeurs, les jeunes et les retraités qui, eux, voulaient aller jusqu'au bout. Contrairement à cette stratégie capitularde, la défense des intérêts de la classe ouvrière exige le retrait sans conditions ni préalable de la loi El Khomri ! Le retrait, plus que jamais !

Mais, d'ores et déjà, se profile la sacrosainte campagne des présidentielles pour tenter de contrecarrer le combat pour le

Code du travail, pour le retrait de la loi El Khomri et pour la satisfaction des revendications urgentes, en particulier dans les hôpitaux au bord de l'explosion.

Les travailleurs, dans leur grande masse, n'attendent rien de ces élections et de cette lutte des places.

Partis, candidats, primaires, tous les mêmes : des aventuriers de la politique et de la finance qui ont fait allégeance au capitalisme. Du PS, et ses « frondeurs » sans fronde, au PCF en passant par le NPA, le mouvement ouvrier doit se dégager de ce carcan et se réorganiser autour de l'axe d'une triple rupture : avec le gouvernement ; avec le régime anti-démocratique de la V<sup>e</sup> République ; avec l'UE, ses institutions et ses directives.

Aucun de ceux-là n'a combattu pour la grève générale contre la loi El Khomri mais tous, après le Brexit, veulent sauver l'Union Européenne. Tous font miroiter un « changement », une « réorientation », un nouveau traité, à commencer par Jean-Luc Mélenchon qui a déclaré : « *L'Europe, on la change ou on la quitte.* » Mais Mélenchon a choisi : il veut la changer... comme Alexis Tsipras en Grèce avec Syriza ou Pablo Iglesias en Espagne avec Podemos, avec les catastrophes que nous connaissons pour les populations de ces pays.

Sous la pression formidable exercée par la lutte de classes, nul besoin d'être devin pour savoir que la crise de régime, économique et sociale, va encore s'accroître et s'accroître, ouvrant ainsi à la classe ouvrière de nouvelles perspectives politiques. Cette raison essentielle nous impose une tâche : la construction d'un parti indépendant, un parti de classe et de masse, tout entier dédié à la défense des positions acquises par la classe ouvrière. Un parti pour l'abrogation de la constitution anti-démocratique de la V<sup>e</sup> République et du 49-3, pour la suppression de la présidence de la République, un parti pour la levée immédiate de l'état d'urgence, un parti pour l'interdiction des licenciements, un parti disposant d'un programme d'urgence en faveur des travailleurs et de leurs familles.

Lutte de classes ou lutte de places, nous avons choisi. La lutte de classes !

**Wladimir Susanj,**  
09-07-2016.

## ABONNEMENT

Nom, prénom : .....

.....

Adresse : .....

.....

Code postal, ville : .....

.....

Onze numéros : 26 €

Abonnement de soutien : 40 € ou plus

Chèques à l'ordre de : **ADIDO**

A retourner avec le présent bulletin (ou copie) à :

**ADIDO**

8, rue de la Forêt Noire  
34 080 MONTPELLIER

## Chronique d'une chute de régime

# L'Été d'urgence

**Ce 5 juillet, pour la seconde fois depuis la mise en route de la réforme du marché du travail, l'exécutif recourt à l'article 49-3 de la Constitution de 1958-62 qui permet de faire passer une loi sans vote des députés. Quarante huit heures avant, le chef du PS a annoncé que les universités d'été de son parti seraient décentralisées pour éviter les violences. Le PS va-t-il passer dans la clandestinité ? La droite, elle, se défousse en ne déposant pas de motion de censure. Tous aux abris ?**

La loi passe et, en même temps, elle ne passe pas. Sur le plan juridique (qui n'est pas négligeable) elle sera probablement adoptée et promulguée. Mais, politiquement, les conditions d'adoption de cette loi sont pires que le pire des fiascos. Cette loi est frappée du double sceau de l'infamie et de l'illégitimité. Une loi « travail » contre le droit du travail, une loi qui permet aux « entreprises » de se mettre hors-la-loi. Tout a été dit sur cette loi infecte.

### La loi passe... et elle ne passe pas

Un ouvrier breton, sans parti et non syndiqué, devant les caméras de *France 3*, avait bien résumé l'état d'esprit des travailleurs : « *On ne demande pas d'avoir plus, les gens qui sont là, ils se défendent seulement pour pas avoir moins. On leur demande pas des vacances en plus, on leur demande pas des salaires en plus. On leur demande de rester juste au MINIMUM qu'on est.* » (10-06-2016). Au même moment, Valls exhortait les Français aux sacrifices. Au même moment, il déchaînait la haine anti-CGT.

### Un champ de ruines

Et, comme on pouvait s'y attendre, Valls a, une nouvelle fois, dégainé le 49-3. Et comme l'a fait remarquer le député LR Jacob, l'Assemblée nationale n'est plus qu'un champ de ruines. D'une quarantaine de députés au départ, les « frondeurs » sont devenus 130 à l'occasion de la présentation d'un amendement qui ne remettait pas en cause le principe de cette loi. Une simple rayure, une petite égratignure, ou une suture, au plus.

« *Sans débat, la démocratie est un astre mort* » épilogue Taubira, qui s'était murée dans le silence durant ces longues semaines. « *Sur la forme comme sur le fond, la loi travail est un naufrage politique* » se désole Gaëtan de Capele, plume du *Figaro*. Et cette fois, le gouvernement est sauvé grâce à la droite parlementaire qui s'est refusée à dépo-



Christiane Taubira

ser une motion de censure, de peur que, cette fois-ci, les « frondeurs » la votent. Dans cette affaire, toute la classe politique se fait peur. Toute volonté est tétanisée. Valls peut toujours arguer de son « courage » au moment où il fait montre d'une absence totale de sang-froid et de maîtrise de soi. Taclé par Hollande qui lui reproche d'avoir imputé la violence à la CGT, sermonné par Rocard (quelques jours avant de passer l'arme à gauche) qui le juge « *loin de l'Histoire* », Valls roule sur la jante, se cramponne encore à une ambition personnelle sans desseins.

### « Le spontané est l'embryon du conscient »

Le PS, qui détient la majorité absolue à l'Assemblée nationale, est réduit à l'état de serpillière sur laquelle Valls et Hollande nettoient leurs bottes pleines de boue. Le régime de la V<sup>e</sup> République offre un spectacle de désolation, de déchirements, de lutte de places. Tant « à gauche », qu'« à droite ». La crise du régime vient de connaître, en effet, une nouvelle accélération face au front du refus, qui s'est levé dans ce pays pour porter un coup d'arrêt à la furie réformatrice des « décideurs ». La colère des masses qui pouvait sembler diffuse, éparse, rampante il y a six mois, s'est cristallisée. « *Le spontané est l'embryon du conscient* » notait Lénine en son temps. La colère donne corps rapidement à la volonté de rupture. Ne plus vivre comme avant face à des gouvernements qui déroulent le film du réformisme à l'envers, en attaquant graduellement toutes les conquêtes sociales décisives. Ne plus vivre comme avant, garder ce que l'on a, avoir une existence digne. Telle est la volonté des plus larges masses. Et, celles-ci réalisent, pas à



LOI TRAVAIL ET 49.3 : LA DÉMOCRATIE (À NOUVEAU) VICTIME D'ABUS...

## Chronique d'une chute de régime



Manuel Valls, rayonnant...

pas, que cette aspiration simple, censée aller de soi, est incompatible avec la politique de ce gouvernement (et de la droite), incompatible avec les diktats, traités et institutions de l'Union européenne et incompatible avec la république du 49-3.

### « Face tu gagnes, pile je perds »

De larges couches de salariés comprennent également que les élections présidentielles signifient pour eux : « face tu gagnes, pile je perds ». Mais, en même temps, ces élections pèsent sur la tête de tous les vivants : contre-feu, diversion, récupération, pression sur la tête de chacun, tentatives de culpabilisation, diabolisations et auto diabolisations diverses, brouillage systématique de la vraie vie, celle que mènent les salariés ; les jeunes, les chômeurs, ceux qui doivent se débrouiller avec le RSA, ceux qui n'ont plus de toit et errent de squat en squat après avoir été jetés de leur logement ou encore, les soignants exténués à leur poste et tant d'autres encore.

Ainsi, au moment même où prenait corps le mouvement général pour le retrait de la loi « travail », Mélenchon, n'y tenant plus, annonçait sa candidature. Puis, il draguait les manifestations pour y trouver des supporters, à la faveur du vide politique abyssal que connaît l'Hexagone.

### Mélenchon chasse sur les terres du FN

Reste à savoir ce que cherche Mélenchon. Cet homme est un imposteur-né. Sa « France insoumise » étouffe déjà le PG sur lequel il s'est hissé. France insoumise, une nouvelle marque de lesive ? Ou bien plutôt, une réplique du rassemblement du peuple français du général de Gaulle, fédérant autour de sa personne une foulitude de mécontentements bigarrés, en vue d'un État fort ? Au début, cette France insoumise semble rougeoyante et très vite, les choses se gâtent. Car le sieur Mélenchon chasse sur les terres du FN, l'air de rien, par touches successives. En instillant peu à peu des doses de chauvinisme, de xénophobie et de racisme crypté. Mélenchon glissant en aparté quelques formules vipérines, du genre « accueillir les réfugiés n'est pas

la solution au problème ». Mais encore ? Rappelons ce que disait Mélenchon à propos du voile en 2005 : « Écoutez ! Notre manière de vivre, à nous les Français, c'est qu'on ne met pas de voile à l'école ! ». La manière de vivre de quels Français ? Osera-t-il préciser « les Français de souche » ? En 2010, Mélenchon revient à la charge : « En ce moment, on a le sentiment que les gens vont au-devant des stigmatisations : ils se stigmatisent eux-mêmes - car qu'est-ce que porter le voile, si ce n'est s'infliger un stigmate - et se plaignent ensuite de la stigmatisation dont ils se sentent victimes » ! Mélenchon va vite s'apercevoir que l'on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre et que l'on ne rallie pas des électeurs du FN en se plaçant sur le même créneau islamophobe et chauvin que Marine Le Pen.

### Traité de Maastricht et de Lisbonne... made in France

Mélenchon a d'autres phobies encore et, en particulier, la phobie de l'Allemagne, supposée être à l'origine de tous les méfaits d'une Union européenne qu'il prétend pouvoir, en pure alchimie, changer. Cette germanophobie et avec elle la fiction de « l'Europe allemande », Mélenchon, grand pilleur d'idées, l'aura empruntée au PCF. Et, sur cette question, la mise au point du philosophe Denis Collin mérite que l'on s'y arrête :

« Ce qui me gêne le plus dans l'anti-germanisme de certains, c'est qu'on oublie un peu vite que c'est Mitterrand avec Delors et Bérégovoy qui est l'artisan de Maastricht et de la monnaie unique et que c'est Giscard l'inspireur du TCE



Jean-Luc Mélenchon

## Chronique d'une chute de régime

*d'où est sorti Lisbonne et ce qui s'ensuit. Bref les grands maux de l'Europe seraient moins importants sans l'entêtement français. L'ennemi ce n'est pas l'Allemagne, ni la perfide Albion.* » (Sur Facebook).

### Le PCF et la gauche versaillaise

Au plus, Monsieur JLM2017 peut se vanter d'avoir feinté le PCF dont il s'est servi de marchepied. Il est vrai que ce marchepied devient inutilisable, à la longue. Les dirigeants du PCF ne viennent-ils pas d'être pris en flagrant délit de tractations avec le PS pour les élections sénatoriales ? L'appel de la gamelle est plus fort que tout. Les Dartigolles et Laurent vont nous chanter qu'il y a le « clivage gauche-droite ». Un « clivage » qui paraît invisible. Bien sûr,



Olivier Dartigolles

le PS et sa belle alliance populaire vont mener campagne sur le thème : « *la droite fera pire que nous* »... en sachant que le PS a soutenu un gouvernement qui aura fait pire que ce qu'a fait la droite auparavant. Dans ces conditions, il faudra bien reconnaître que la formule « clivage gauche-droite » est, au bas mot, impressionniste voire confusionniste par les temps qui courent. Les chefs du PS ont manifesté clairement leur désir d'union nationale avec une partie des « républicains ». De ce « clivage gauche-droite », Valls, Hollande et Cambadélis n'ont quasiment rien laissé : la gauche de l'état d'urgence, la gauche de la haine anti-CGT, la gauche du racisme antimusulman, la gauche de la déchéance de nationalité, la gauche de la chasse aux réfugiés. Disons plutôt : la gauche versaillaise !



Gérard Filoche

### La « gauche » du PS s'effiloche

Quant à la dite « gauche » du PS, elle s'est montré pusillanime à souhait et elle ne trouve aucun fédérateur. Montebourg ? Lienemann ? Hamon ? La lutte des places, là encore, s'enrage. Aussi, ne soyons pas surpris de voir surgir un outsider, se déclarant plus à gauche encore que la gauche du PS, en la personne de l'affable et tremblant Gérard Filoche. Ne rions pas trop vite. Celui-là a su se faire bien voir des dirigeants du PCF et croit peut-être devenir leur prochaine carte aux présidentielles ; même si Marie Georges Buffet a déjà opté pour Mélenchon.

### Les Républicains, une UMP Explosée

L'affaire ne se présente pas mieux, du côté des « républicains ». 13 candidats à la primaire et parmi lesquels certains annoncent que, de toute façon, ils se présenteront. Les Républicains sont la forme prise par l'explosion de l'UMP, dernier avatar du parti organique du régime de la V<sup>e</sup> république. Rappelons l'histoire : en 1962, l'UNR (Union pour la Nouvelle République) obtient la majorité absolue à l'assemblée nationale, avec le petit groupe des « républicains indépendants » de Giscard d'Estaing. L'UNR deviendra l'UDR (Union des Démocrates pour la République) en 1968. De Gaulle est battu un an plus tard, lors d'un de ses referendums-plébiscites (équivalents aux « referendums révocatoires » que prône Mélenchon). La victoire de Giscard en 1974 porte un coup à l'UDR, imbriquée dans l'appareil d'État. L'UDR devient alors le RPR autour de Chirac. Mais, en face du RPR, se dresse l'UDF de Giscard. En 2002, les débris de l'UDF sont absorbés dans la nouvelle mouture du RPR : l'UMP. Seul Bayrou et ses partisans se maintiennent en dehors de ce

« grand parti ». En 2012, une partie des « centristes » s'en détachent pour former l'UDI et cette même année, après l'élection de Hollande, l'UMP est frappé à mort par la guerre interne sans merci que se livrent Fillon et Copé. La scission est évitée de peu par un modus vivendi bien précaire. De ce champ de ruines, naît LR. Eh bien voilà LR, une pétaudière. Certes, les questions de personne, les rivalités et cette lutte de place ont une relative autonomie par rapport à l'enjeu véritable. Mais lorsque ces questions de personne se placent d'elles-mêmes au-dessus de l'intérêt commun de ces mêmes personnes et du « parti », elles recourent alors de vraies lignes de fractures.

### Dilemmes

Ce cloaque est à la croisée des chemins : ou bien « l'union nationale » avec tout ou partie du PS, ou bien, le « rassemblement des droites » avec le FN. Lequel FN se trouve alors lui-même face à une alternative : ou bien l'orientation vers un parti de type fasciste, ou alors un rassemblement avec un pan entier de LR. À ce stade, le FN est poussé, indépendamment de la volonté de ses chefs, à devenir un parti institutionnel. Pour ces deux factions droitières, c'est un véritable dilemme.

**Bilan provisoire : PS au bord de la liquidation, LR au bord de l'explosion, FN aseptisé, Front de gauche dissous, PCF divisé, PG sous l'éteignoir. Gouvernement et chef de l'État isolés et détestés. Si ce n'est pas une crise finale de régime, comment pourrait-on appeler ce phénomène-là ? Quant à la situation dans son ensemble - combinaison détonante de la crise du régime et de l'appareil policier avec la crise sociale et la colère des masses - si ce n'est pas une situation pré-révolutionnaire, comment pourrait-on la caractériser ?**

Daniel Petri,  
06-07-2016

## Loi Travail, CPA, GHT, Loi Hirsch

# Hôpitaux en danger !

**Faisant suite aux articles publiés dans les derniers numéros de La Commune à propos des G.H.T (Groupements de Territoire et de Santé) résultant de la loi Touraine, il est important de livrer quelques faits qui s'y déroulent en ce moment, pendant la période estivale, qui participent des mesures anti-ouvrières et toutes aussi liées les unes que les autres entre elles. Parmi ces mesures antisociales et destructrices, il y a « les conventions - constitutives de G.H.T. ».**

**C**es conventions constitutives ont été présentées aux syndicats hospitaliers dans toute la France, soumises au vote et rejetées majoritairement par les syndicats hospitaliers (*sources syndicales*). Les syndicats locaux FO, CGT, SUD et, dans certaines régions, avec la CFDT puis l'UNSA, ont très largement rejeté ces dites « *conventions-constitutives* » ...

### « Valls ne lâchera pas la CFDT »

Ces conventions sont rejetées, comme l'est aussi la loi « travail » rebaptisée pour le coup « *loi relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels* », en y remettant au cœur du dispositif le CPA (Compte Personnel d'Activité). Projet de loi qui, pour la deuxième fois, a été à nouveau expédié à coup de 49-3 en attente d'une troisième fois probable le 20 juillet, avec le soutien de la CFDT et consorts, « *puisque Valls ne lâchera pas non plus la CFDT (la CFTC également)* », d'après les propos de ce dernier (rapportés par *le Parisien* du mercredi 6 juillet 2016), à l'Assemblée nationale le 5 juillet, face à la pseudo résistance des frondeurs dénonçant quant à ces derniers, une crise d'autoritarisme de l'ex-premier flic de France.

### Ce projet destructeur du Code du travail est aussi en cours à l'AP-HP !

En effet, depuis quelque temps, des cartes professionnelles sont distribuées nominativement aux milliers d'agents de l'AP-HP (Assistance publique – Hôpitaux de Paris), présentées comme gratis pour ce personnel, néanmoins moyennant la somme de 1 400 000 € pour le groupe hospitalier, *en conséquence payantes pour tous* !

Il faut savoir qu'il y a 11 groupes hospitaliers AP-HP, comprenant 45 établissements administratifs et de soins de l'AP-HP, ce qui voudrait dire

### SOLIDARITÉ AVEC LA COMMUNAUTÉ HOSPITALIÈRE DE L'AP-HP SAUVONS L'HÔPITAL PUBLIC !



**LE PLAN GOUVERNEMENTAL DE SUPPRESSION D'EMPLOIS NUIT GRAVEMENT A LA SANTÉ**

16 400 000 € dépensés pour l'ensemble de ces 11 groupes et comprenant au moins 37 hôpitaux de soins. Cette modique somme équivaut donc à 7 700 emplois d'infirmier(e)s sur un mois, soit 500 emplois sur une année ou encore 47 créations de postes par établissement !

### Une politique d'ensemble de baisse des dépenses publiques

Cette nouvelle carte professionnelle pourra, selon ses auteurs, permettre d'« *exercer plusieurs missions et conduira à des projets d'envergure nationale* »... Elles sont en fait, mises en place pour préparer entre autres la mobilité externe des personnels dans les GHT, et pourront servir également en dehors de l'AP-HP ... Démenti rapidement et officieusement par certaines directions de C.H.U à la suite d'inquiétudes légitimes portées par les syndicats quant à son exact objectif en fait, puisqu'elle permettra aussi d'enregistrer des données personnalisées concernant le compte de l'agent sur sa situation administrative !

Bien entendu, nous sommes convaincus que l'administration tentera le moment venu d'y inclure des heures de formation tout au long de la vie comme l'exigent déjà les dispositifs de loi dans la Fonction Publique, VAE, etc. Ou même le CPA, mais bien entendu, on nous certifie que non !

**Voudrait-on nous prendre pour des imbéciles qu'on ne s'y prendrait pas autrement et on nous dira que non, bien sûr !**

Les G.H.T obéissent en fait à une politique d'ensemble, d'économies contre nos droits et de baisses successives des dépenses publiques, plan triennal de plus de 3 milliards d'économies sur l'hôpital avec 16 000 suppressions de lits et 22 000 suppressions de postes que le ministère et ses ARS (Agences Régionales de Santé) veulent imposer ! Tout est bon pour organiser la mobilité des personnels et les fermetures !

### Premier recul du gouvernement sur la mise en place du nombre de G.H.T !

Le gouvernement avait pour objectif d'organiser 150 G.H.T. regroupant 1 100 hôpitaux. En fait, le gouvernement recule face à l'opposition massive des personnels en grève et de leurs organisations syndicales, fortement opposées à ces G.H.T. En conséquence, le ministère est obligé dans un premier temps de les réduire à 130 GHT, qui ne regrouperaient plus en leur sein que 850 hôpitaux (*déclaration du ministère, le 30 juin 2016*). 150 G.H.T ou pas, c'est non aussi ; et oui, pour l'autonomie de chaque hôpital rattaché à un statut national, dépendant du ministère de la Santé ; contre la politique des territoires des ARS, remettant en cause les statuts, et les droits des malades et les services publics ! Maintien de tous les emplois, dans leurs services !

Ira,  
05-07-2016.

## Déclaration commune, La Commune - GSI

# Plus que jamais, le retrait. Plus que jamais, la rupture !



*Le mouvement général pour le retrait de la loi El Khomri a mis à nu les véritables rapports politiques. La France est entrée dans une situation de transition, c'est-à-dire – pour appeler un chat un chat – une situation à proprement parler prérévolutionnaire. L'artificielle et très relative paix sociale n'est plus. Les milieux patronaux les mieux avisés, ceux qui ne peuvent vivre de l'air du temps et du brouillage médiatique, parlent eux-mêmes d'une situation « cataclysmique ».*



**L**e rejet de cette « réforme du marché du travail » recouvre la rupture avec le gouvernement de la loi El Khomri, avec la république du 49-3 et avec l'Union européenne qui exige cette « réforme » dans tous les pays pris dans ses filets. Il s'agit d'un véritable front du refus.

Le rejet de cette « réforme » en France n'est pas étranger au résultat final du Brexit au Royaume-Uni. Et c'est au compte de tous les travailleurs et peuples d'Europe que les travailleurs anglais ont porté un coup à l'Union « européenne » des capitalistes et des banquiers.

### Une réforme vitale pour les capitalistes, mortelle pour le droit du travail

La « réforme du Code du travail » est vitale, du point de vue des intérêts des capitalistes et des banquiers, du point de vue de la préservation des « taux de marge », c'est-à-dire des taux de profit. Par une illusion d'optique, nous pourrions croire que les millions de salariés et de jeunes qui se sont mobilisés contre cette « réforme » se plaçaient sur la « défensive ». En réalité, la manifestation du 9 mars 2016 a marqué le début d'une véritable contre-offensive des travailleurs et de la jeunesse.

En effet, **la simple défense du Code du travail est incompatible avec la défense du capitalisme**, c'est-à-dire du maintien des taux de profit. Ce dernier exige la « baisse des coûts du travail », laquelle exige la flexibilité la plus totale de la main-d'œuvre, avec le concours des syndicats, entreprise par entreprise. L'acharnement du gouvernement à faire passer cette réforme montre à quel point l'enjeu est vital. Sans doute ne s'atten-

dit-il pas à la levée en masse, surestimant la capacité des bureaucraties syndicales à prévenir et réduire la colère et la révolte des salariés et de la population. Et, peut-être, lisait-il la presse du NPA qui depuis cinq ans martèle que le « rapport de forces est défavorable aux salariés » qui se « dépolitisent » et se « résignent »... Voire !

### Des directions syndicales mises devant le fait accompli

Tout doit être dit, au grand jour et sans détour : les directions confédérales CGT et FO, flanquées de Solidaires, FSU et Unef, entendaient accompagner cette réforme moyennant quelques journées d'action dites « multiformes » de protestation platonique et quelques suppliques aux députés. La pétition (des un million) pour le retrait et la montée au créneau des bases syndicales CGT contre l'accord avec la CFDT du 23 février les ont mis devant le fait accompli. Le succès de la manifestation du 9 mars dont ils n'étaient pas les initiateurs les a contraints à épouser la cause du mouvement pour mieux tenter de l'étouffer.

### Un dispositif bureaucratique pour empêcher la grève générale

Il est visible à l'œil nu que ces bureaucraties syndicales ont mis en place un dispositif de journées saute-mouton, de grèves tournantes jusqu'à épuisement pour empêcher la grève générale. Prenant soin d'espacer le plus possible ces « temps forts », les dirigeants confédéraux (et ceux de la fédération CGT Cheminots) ont joué la montre, laissant le temps au gouvernement de mettre en

œuvre la longue procédure d'adoption de cette loi rejetée par tous.

Un simple appel de l'intersyndicale à la grève générale aurait affolé ce gouvernement isolé et détesté, privé de majorité parlementaire et de cohésion interne. À l'évidence, elle aurait encouragé de nombreux secteurs importants de la vie économique à la grève jusqu'à satisfaction.

### La principale leçon du moment

La principale leçon du moment est celle-ci : qui craint de rompre avec le gouvernement, de rompre avec le régime et de rompre avec l'UE ne peut défendre le Code du travail face à tous les rapaces qui veulent liquider le droit du travail. C'est cette crainte qui a conduit Martinez-Mailly à vouloir discuter de l'indiscutable avec le gouvernement et Martinez à déposer des « propositions » en vue d'une illusoire et pathétique « réforme de la réforme ». Cette chimère a conduit les dirigeants de la CGT Cheminots à valider, de fait, un accord d'entreprise interne à la SNCF qui brise la hiérarchie des normes au sein même de la SNCF, un accord « local » dans un service ou un établissement SNCF pouvant être moins favorable que l'accord d'entreprise national. Sur le calque de la loi El Khomri !

Quant aux organisations qui se veulent « très à gauche », « toujours plus à gauche », « gauche radicale » et, au besoin, « anticapitalistes », elles se sont couvertes de cendres : agitant le hochet de la « convergence des luttes », scandant à en pleurer « Partage des richesses » et autres cantiques, elles ont couvert le dispositif d'évitement de la grève générale. Certes, elles ont scandé « Grève générale » dans les défilés mais



## Déclaration commune, La Commune - GSI

parler de grève générale sans exiger de l'intersyndicale d'y appeler, relève au mieux de l'incantation. *La Commune* et le *Groupe Socialiste Internationaliste-Quatrième Internationale* auront donc été les seuls courants à dire haut et clair, en temps utile : « *Mailly, Martinez et l'intersyndicale, appelez à la grève générale jusqu'au retrait ! À l'attaque générale, grève générale !* »

Comme tout ce petit monde se veut très radical-anticapitaliste, on va trouver des slogans farouches : « Dehors, le gouvernement ! » qui, repris par d'autres, devient « Valls, démission ! » et qui couvre en réalité les suppliques de l'intersyndicale qui s'en remet à Hollande... quand ce dernier clame « Nous irons jusqu'au bout », Valls n'étant qu'un fusible prêt à sauter.

Mais le mouvement des appareils bureaucratiques a ses limites. Le gouvernement, en effet, avec les médias subventionnés par l'État et financés par les groupes financiers dominants, enrage contre Martinez et la CGT. Martinez (que les journalistes aux ordres soumettent à de véritables interrogatoires inquisiteurs) est accusé de... ne pas tenir ses troupes et de céder aux sirènes de « l'extrême gauche de la CGT ». Voilà pourquoi Valls et les médias sont « remontés » contre Martinez !

### L'onde de choc du 14 juin

Les manifestations monstres du 14 juin ont glacé d'effroi le gouvernement et la droite. Ce n'est pas tant le nombre que la détermination et l'unité réalisée autour d'un seul principe : ni amendable, ni négociable, retrait de la loi El Khomri ! C'est cette onde de choc qui a interdit un « compromis » entre la direction fédérale CGT et la ministre du Travail sur la base de sa loi, le gouvernement considérant qu'un « général » syndical qui ne « tient pas ses troupes » ne saurait être fiable. La « suspension du débat parlementaire » et le retrait provisoire de la loi sont plaidés aujourd'hui par Le Roux (chef des députés PS).

Dans le même temps, la CGC et l'Unsa ont dû se démarquer du « compromis » passé entre ces organisations syndicales dites « réformistes » et le gouvernement et ont dû nettement prendre position contre toute inversion de la hiérarchie des normes. Au sein de la CFTD, de nombreuses structures syndicales désavouent leur chef Berger, co-auteur de la « réforme ».



Face aux velléités d'interdire la manifestation du 23 juin, Mailly et Martinez ont tenu une conférence de presse commune. C'est une « première » dans l'histoire des rapports entre CGT et FO. Mais cet épisode est lui-même « plombé ». Certes, Valls a été désavoué et cela n'est pas anodin mais Mailly et Martinez ont accepté des conditions de manifestation totalement scandaleuses : filtrage et fouille des manifestants et des quidams, parcours circulaire avec dispersion immédiate, policiers « encadrant » le cortège au plus près des manifestants. Une conférence de presse commune que des responsables syndicaux indépendants et attachés à la défense des intérêts matériels et moraux des salariés auraient utilisée pour dire haut et clair : « La loi El Khomri doit être retirée. Code du travail : pas touche ! », au nom des millions de travailleurs de jeunes qui se sont mobilisés et des dizaines de milliers de grévistes. Au lieu de quoi, les mêmes supplient Hollande de les « écouter » et de trouver un moyen d'adoucir la loi, autant dire la quadrature du cercle.

### Oser la fermeté, ne pas craindre la rupture

C'est cette attitude bureaucratique et veule qui nuit au syndicalisme fédéré et confédéré CGT et FO, rompant le pacte d'unité réalisée dans l'action pour le retrait, rien que le retrait, tout le retrait. Face à un gouvernement chancelant et à ce point rejeté, la simple fermeté a une force démultipliée. À condition d'oser la fermeté et de ne pas craindre la rupture, au lieu de se coucher comme les chefs de la CGT Cheminots en prétendant que l'opposition à un accord scélérat relève-

rait, selon eux, de « la politique de la terre brûlée ». Que de grandiloquence pour rendre noble la honteuse validation d'un accord qui remet en cause le statut des cheminots et son unicité !

### Renouer avec le syndicalisme de classe et de masse

Il est donc grand temps de renouer avec le syndicalisme de classe et de masse, de lutte de classe. Un syndicalisme où, lorsque l'on dit « *on ne lâche rien* », on ne lâche rien ; un syndicalisme où, lorsque l'on dit « *la régression sociale ne se négocie pas* », on ne la négocie pas. C'est ce syndicalisme que nous voulons et non ce syndicalisme avarié qui geint « *Retenez-moi ou je fais un malheur !* ».

**Une chose est claire : la situation telle que nous la décrivons met à l'ordre du jour un regroupement politique d'unité des travailleurs et de la jeunesse pour la triple rupture : rupture avec le gouvernement, rupture avec la V<sup>e</sup> République, rupture avec l'Union européenne, ses traités, ses institutions, ses directives, en défense des conquêtes sociales décisives et des revendications vitales des travailleurs, des jeunes et de la population en difficulté.**

C'est le sens des efforts unitaires de La Commune et du Groupe Socialiste Internationaliste-Quatrième Internationale.

30-06-2016

## État espagnol

# Élections en Espagne : tous perdants !

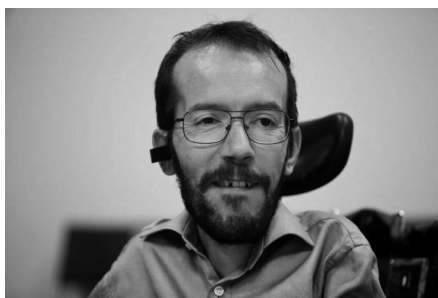
**La répétition des élections a aggravé la crise politique de l'État. La première place du Parti populaire (PP), insuffisante pour gouverner, et l'échec des prétentions de la coalition Unidos Podemos (UP) (Izquierda Unida et Podemos), à devancer le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), accule ce parti, pivot du régime, à avaler la couleuvre de la grande coalition avec le PP qui vient de lui proposer la formation d'un gouvernement « de salut ».**

Le conseiller économique du PSOE, Jordi Sevilla, avait à la mi-juin déclaré : « s'il n'y a pas de majorité, et pour éviter des troisièmes élections, il faudrait laisser gouverner le parti qui a obtenu le plus de soutiens au parlement ». Ce que certains avaient voulu prendre pour une demande de soutien adressée à UP, donné en deuxième position par tous les sondages. Mais les électeurs en ont décidé autrement et UP, en perdant plus d'un million de voix, n'a pas réussi le « sorpasso »<sup>1</sup> promis.

### Le PSOE au pied du mur

Le PSOE, bien qu'érodé en voix et en sièges, a donc conservé la deuxième place. L'affirmation du président de la région de Valence, Ximo Puig (PSOE), selon laquelle une grande coalition entre le PSOE et le PP serait la pire des solutions, est donc près de se réaliser. C'est ce qui occupera, sans nul doute, la discussion des dirigeants du PSOE chargés, lors de leur comité fédéral, de la suite à donner à cette épineuse question formulée maintenant de façon plus pressante par le président intérimaire du gouvernement, à savoir la formation d'un gouvernement « de salut » pour sauver la monarchie héritée de la dictature franquiste.

Ayant évité de peu d'être jeté dans les poubelles de l'Histoire, le PSOE doit faire face à la dure réalité d'avoir obtenu son plus mauvais résultat électoral. Les 85 sièges obtenus, 90 lors du premier tour, l'éloignent d'une quelconque option de gouvernement, à moins de provoquer un troisième tour électoral. Hormis son candidat, Pedro Sánchez, tous les dirigeants estiment jusqu'ici que le parti doit rester dans l'opposition. La décision du comité fédéral devra donc porter sur la façon de laisser le PP gouverner.



Pablo Echenique

### La coalition UP en plein désarroi

Cette coalition qui a perdu 1 062 862 voix le 26 juin est en plein désarroi. Elle doit affronter les tiraillements d'Izquierda Unida (IU), de ses alliances territoriales, de ses divers courants internes, et mettre de l'ordre dans un amalgame de sigles, une vingtaine, dont le ciment consistait en la possibilité d'une victoire électorale. L'ampleur de cet échec a provoqué un tel affrontement entre les différents courants que le secrétaire d'organisation, Pablo Echenique, a envoyé un message au « Conseil citoyen de l'état », l'organe de direction de Podemos, menaçant « d'extirper les mauvaises herbes des violences enkystées ». Ce revers a ouvert une crise interne, où est mise en cause la décision de s'allier à IU. En effet, un nombre important d'électeurs d'IU ayant tourné le dos à la coalition, de même que d'anciens électeurs arrachés avant au PSOE.

UP a perdu ces voix dans les grandes villes où un grand nombre d'électeurs a préféré s'abstenir, ne faisant plus confiance à cette direction qui puise ses racines dans le crypto-stalinisme. Les raisons de cette abstention<sup>2</sup> et de ces défections sont à rechercher dans la nature de cette coalition sans principes, le manque de crédibilité causé par les ambiguïtés de son programme attrape-tout, l'inexistence de propositions claires de défense des revendications de la classe ouvrière et la collaboration de ses dirigeants avec les institutions de l'État

espagnol, qui est à la racine de son opportunisme politique.

À cet égard, l'éloge de Pablo Iglesias, son candidat, à l'ex-président José Luis Rodríguez Zapatero - « c'est le meilleur président de la démocratie » - ajoutant « je le consulte quand j'ai des doutes » (alors qu'il avait donné auparavant, comme préalable à tout soutien à M. Sánchez, l'abrogation de la réforme de M. Zapatero), donne la mesure de son indigence politique. Il en va ainsi de ses positions sur le déficit budgétaire et la dette imposés par le capital, qu'il accepte, tout comme le PSOE. Il en va de même au sujet des retraites, proposant, comme M. Sánchez, leur fiscalisation par la création d'un nouvel impôt, au lieu de les financer par des cotisations salariales et la solidarité des travailleurs, seule garantie de leur revalorisation et de leur maintien effectif.



José-Luis Zapatero

C'est cette indigence politique qui contribue au maintien du PP et du PSOE, malgré leur faillite avérée. C'est également la leçon à tirer de cet épisode électoral qui a de nouveau démontré que seule, par la lutte des classes et en mobilisant les travailleurs à partir de leurs propres revendications, une campagne électorale peut servir à balayer les institutions héritées du franquisme et permettre à la classe ouvrière et aux peuples opprimés d'éviter d'être engloutis dans le gouffre de la domination du capital.

**Domingo Blaya,**  
03-07-2016.

1. Dépassement.

2. Plus de 30% d'abstention à ces élections.

## Amérique latine

# L'Amérique latine et les défis de la gauche

**L'Amérique latine entre dans une phase de changements, avec de nouveaux processus, de nouveaux gouvernements, l'échec de projets antérieurs et une nouvelle politique des USA vis-à-vis de la région. Au cœur de tous ces événements, les travailleurs et la jeunesse n'ont cessé de lutter. Les défis pour la gauche vont être nombreux.**

**N**otre monde vit une crise capitaliste qui s'est installée avec force sur notre continent il y a quelques années. Ceci a engendré l'émergence de projets politiques tels que le Pé-tisme (Brésil), le Bolivarisme (Venezuela) ou, ici en Argentine, le *Front Pour la Victoire (FPV)*. Aujourd'hui nous pouvons constater qu'aucun n'a réussi. Bien qu'ils soient tous différents, d'une façon ou d'une autre tous ont répondu à la crise avec des mesures d'austérité et ainsi ils ont perdu le soutien d'une grande partie des masses. Cela s'est vu dans la défaite électorale du *FPV* et dans le vote de défiance dont Macri a bénéficié. Au Brésil, des mesures anti-populaires entraînant un fort mécontentement social, ont fait s'effondrer la popularité de Dilma Rousseff. Cela a ouvert la voie à la droite brésilienne pour faire procéder à sa destitution et imposer le gouvernement réactionnaire de Temer.

Au Venezuela, il y a rupture entre une partie des masses et Maduro, qui a abandonné les aspects les plus positifs de l'héritage de Chavez, prenant le chemin de l'austérité et du bonapartisme antidémocratique, en accord avec les grandes entreprises minières et pétrolières, alors que l'accès de la population aux produits de première nécessité n'est pas garanti. Ainsi la droite, le *MUD*, essaie de capitaliser cette situation pour un projet pro-impérialiste. Le Venezuela est aujourd'hui la démonstration d'un échec et de la fin d'une étape. Nos camarades de *Marea Socialista* reflètent la nécessaire construction d'une nouvelle organisation à gauche pour de nouvelles tâches.

### **Pour de nouvelles alternatives**

L'arrivée de nouvelles droites et l'échec des vieux projets mettent en avant la nécessité de construire de nouvelles alternatives. Nous sommes des militants



Dilma Rousseff et Michel Temer

opposés aux plans impérialistes et il ne s'agit pas de défaire la droite en faisant revivre des projets qui ont échoué. L'unique façon d'ouvrir une issue populaire est de construire en Argentine, au Brésil, au Venezuela, au Pérou et dans les autres pays, une troisième option de gauche. Tirant les enseignements des échecs précédents, il nous faut envisager deux ambitions décisives ; d'une part devenir des alternatives amples, unitaires, rassemblant différentes expressions de la gauche et du mouvement populaire, sans sectarisme, afin de refléter l'expression de millions de personnes. D'autre part, nous devons nous doter d'un programme de fond qui, répondant aux besoins immédiats des populations, permette d'avancer dans un mouvement, coordonné régionalement, vers des politiques anti-impérialistes, de rupture avec le capitalisme dans chaque pays.

Sans ces composantes, nous ne pourrions venir à bout des castes politiques et de leurs régimes.

### **Notre stratégie**

Les changements en cours, avec l'avènement de nouvelles droites et avec les USA qui essaient de récupérer le terrain perdu depuis *'l'Accord du Pacifique'*<sup>1</sup>, se font sans que les masses n'aient à subir véritablement de défaites sur le terrain de la lutte des classes. Cela dote les nouveaux gouvernements d'une fai-

blesse structurelle dans le développement de leurs plans. Sans sombrer dans la facilité, nous pouvons dire que, même s'ils mettent en place des plans d'austérité, ils sont loin d'être invincibles. La perspective qui s'ouvre passe par une forte résistance, de grandes mobilisations, d'importantes confrontations et de nouvelles luttes sociales et politiques. Rien n'est écrit à l'avance, nous pouvons gagner comme nous pouvons perdre, mais c'est une bataille qui se déroulera dans la rue, avec force. Impulser ces

combats et soutenir l'éclosion de nouveaux dirigeants ouvriers, populaires, étudiants, fait partie de la stratégie anti-capitaliste et socialiste.

Dans les batailles ouvrières, populaires et de la jeunesse et dans la construction de nouvelles alternatives, il est nécessaire de renforcer aussi les organisations révolutionnaires. Au milieu de la crise capitaliste et de cette nouvelle étape sur le continent, le rôle d'un parti et d'une organisation révolutionnaire est stratégique et vital face à tous les pouvoirs que nous affrontons. Et plus fort nous serons, meilleurs nous serons pour contribuer à la formation de grandes alternatives anti-impérialistes et anticapitalistes. L'Amérique latine a toujours vécu entre révoltes et révolutions, il en sera ainsi dans la période qui vient. Pour cela, nous nous préparons à de grandes confrontations sociales de classe, en renforçant notre parti, dans un regroupement plus large pour un projet commun, avec celles et ceux qui, venant de différentes mouvances, veulent un chemin émancipateur pour l'Amérique latine.

**Sergio Garcia,  
29-06-2016**

**Alternativa Socialista n° 666.  
Extraits traduits par Paul Dumas.**

1. *Alliance entre le Chili, le Pérou, la Colombie et le Mexique, visant à consolider les liens économiques avec l'Asie-Pacifique*

## Brexit

# Le Brexit ouvre la voie

Jacques Cotta est journaliste et réalisateur de documentaires à la télévision. Il est aussi écrivain, sur des thèmes comme les travailleurs pauvres et les services publics. Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de l'article qu'il a mis en ligne sur le site La Sociale\* pour le Brexit. Nous partageons, dans les grandes lignes, son analyse.

**A**u lendemain du vote des ressortissants britanniques en faveur du *Brexit*, nous assistons à un déferlement de déclarations qui visent à nier l'évidence. En 24 heures une pétition spontanée recueillerait plus de 3 millions de signatures pour qu'un nouveau vote soit organisé. [...]

### Micros-trottoirs et manipulation

La manipulation va bon train. Jusqu'à l'absurde. Aujourd'hui en Grande Bretagne comme hier en Irlande ou en France, les télévisions, toutes chaînes confondues, s'en donnent à cœur joie. Micro trottoir après micro trottoir, on entend dire par des correspondants envoyés en mission dans les rues de Londres que « l'heure est au regret », que « les votants pour le Brexit n'avaient pas compris que cela signifierait la sortie de l'UE » (sic), que « nombreux sont ceux qui ont voté pour le Brexit sans en vouloir la victoire » (re sic), que la majorité des votants pour le « leave » désirait seulement que « remain ne l'emporte pas de façon trop écrasante » (re, re sic). Evidemment la réalité est beaucoup plus simple.

### Le vote des couches populaires et des électeurs du Labour party

Le vote des britanniques pour sortir de l'UE est d'abord celui des couches populaires, concentré dans les municipalités frappées par l'austérité. La crise politique qui touche le *Labour* en pleine décomposition n'est pas à chercher ailleurs. Ses électeurs, militants et sympathisants ont massivement voté contre la direction du parti en se prononçant pour le « Leave ». Le vote des britanniques est une défaite majeure de toute l'oligarchie qui n'a pas lésiné pour faire pression en faveur du



maintien dans l'UE. Outre Cameron et Corbyn qui, sur place, ont tenu le rôle que les sommets de Bruxelles attendaient d'eux, Obama, Merkel, Hollande et autres, connaissent une défaite à la hauteur de l'engagement qui a été le leur dans la campagne [...].

Le vote des britanniques est une défaite de la *City* et des banques. [...]

### Une défaite de l'Union européenne

Le vote des britanniques est enfin une défaite de l'UE sur tous les plans, dont celui d'actualité qui concerne la politique européenne migratoire qui, à travers l'accord avec la Turquie, vise à renvoyer chez eux les centaines de milliers de migrants qui fuient les guerres provoquées par les grandes puissances.

La question posée par le *Brexit* est politique. Tous les gouvernements, toutes les forces de « droite » comme de « gauche » sont affolées par l'irruption du peuple anglais sur la scène de l'histoire. [...]

Le « risque », comme l'indiquent tous les commentateurs, réside dans l'idée qui pourrait être donnée à d'autres peuples d'Europe de reprendre aussi en main leur propre destinée. [...] La question de la souveraineté populaire, droit des peuples à décider de leur propre destinée, à maîtriser leur propre avenir, est incontournable et les menaces économiques, les pronostics les plus noirs, les difficultés annoncées – parfois à juste titre – ne peuvent rien y changer.

Dans tous les pays d'Europe le rejet de l'Union européenne est chargé d'un contenu précis. En France, la loi El Kohmri qui se propose de liquider le droit du travail et les organisations syndicales, de nous ramener des décennies en ar-

rière, n'est que l'application des directives européennes, comme cela a été le cas dans d'autres pays d'Europe [...]. Alors que les différents parlements nationaux passent leur temps à transcrire dans leur droit national les directives et traités européens, les oppositions à leur politique

posent comme une question objective l'abrogation des traités européens, la rupture avec la BCE, l'Euro et la souveraineté monétaire, les pactes d'austérité et de responsabilité dictés par l'union européenne. [...]

### Les peuples veulent reprendre leurs affaires en main

Contrairement à toute la propagande qui veut assimiler le *Brexit* en Grande Bretagne, ou des décisions similaires ailleurs, dans d'autres pays européens, à un repli sur soi, guidé par un sentiment xénophobe et arriéré, un refus d'ouverture aux autres, la rupture avec l'Union européenne signifie pour les peuples la possibilité de reprendre en mains leurs propres affaires, de décider pour ce qui les concerne en toute liberté, sans que les choix ne soient dictés pour servir des intérêts qui leur sont étrangers. À l'union européenne, construction politique faite pour servir le capital financier, étrangère à l'Europe des peuples, la Grande Bretagne pourrait ouvrir la voie à une Europe des nations libres, décidant librement entre elles des coopérations, des échanges, des projets communs. Quelle autre voie en effet pour relever les grands défis en terme d'écologie, d'emploi, de développement, les grands défis humanitaires posés à l'Europe dans son ensemble que celle de la souveraineté populaire et nationale dans tous les domaines ?

Jacques Cotta,  
28-06-2016

\* <http://la-sociale.viabloga.com/>

## Origines et fondements de la Sécurité sociale

# La CGT face à la « retraite des morts »

En juillet 1901, un député radical présente un rapport sur les retraites ouvrières et paysannes. Il est soutenu par le patronat qui voit là un moyen de gagner de l'argent avec un système de retraite par capitalisation. De plus, l'âge d'entrée en jouissance est proposé à 65 ans. L'âge moyen de la mortalité à cette époque est de 49 ans pour les hommes et 52 ans pour les femmes. Ce qui fait dire au secrétaire de la CGT : « Partisan des retraites nous le sommes. Mais nous voulons des retraites pour les vivants et non pour les morts. »

Ce rapport ne passe pas. Pour la CGT, c'est une « escroquerie », « le vol des travailleurs ». L'argumentation est développée dans *La Voix du Peuple* le 9 janvier 1910 « la duperie des retraites ouvrières », le 16 janvier et le 30 janvier « Pour les morts, les retraites ouvrières ! ».

Sur une affiche, on pouvait lire : « En somme, camarade, si tu n'es pas crevé avant les 65 ans d'ici l'année 1950 ; tu auras 27 centimes et demi à manger par jour. Quelle duperie et quelle ironie que ces retraites pour les morts ! »

### « Contre la Capitalisation ! Pour la Répartition ! »

Les 12 et 13 février 1910, la CGT organise des meetings autour d'un appel confédéral intitulé :

« L'ESCROQUERIE DES RETRAITES  
De nouveau la classe ouvrière est menacée, sous le prétexte des Retraites Ouvrières, d'une formidable escroquerie. Nos dirigeants veulent, par la loi actuellement en discussion au Parlement, frapper tous les travailleurs d'un impôt nouveau.

En effet, le projet, basé sur la capitalisation, consiste en une cotisation annuelle de 9 francs pour les hommes, 6 francs pour les femmes et 4,50 francs pour les jeunes ouvriers. Les patrons seront taxés d'une cotisation identique ; cette taxe patronale sera encore fournie par le travail exploité.

À l'aide de ces versements, l'État capitalisera annuellement :

- versements ouvriers : 80 000 000 de francs
- versements patronaux : 80 000 000 de francs
- au total : 160 000 000 de francs

qui par intérêts composés constitueront au bout de 40 années un capital de 11 milliards 500 millions de francs environ ; en 80 années, 15 milliards.

Que fera-t-on de cet argent ?

Cette capitalisation est pour nos gouvernements une bonne affaire financière. Elle leur permettra, de trouver les fonds



PUBLICITÉ COMPARATIVE POUR LE SYSTÈME DE RETRAITE PAR OBLIGATION, ANNÉES 1910-1920.

nécessaires pour soutenir la guerre.

Devons-nous accepter ce projet ?

Après trente années de versements, il ne nous réserve qu'une rente de 300 à 400 francs par an.

Combien de nous arriveront au terme exigé par la loi 65 ans ?

Pas même 600 000 sur 11 millions de travailleurs. Pas même 5 pour cent !

Avec nous vous protesterez : contre les versements obligatoires, contre l'âge trop avancé de l'entrée en jouissance, contre le taux dérisoire de cette retraite. Avec nous, vous affirmerez votre volonté d'obtenir des retraites sur la base de la "Répartition".

Parce que seule la répartition est susceptible de nous donner satisfaction ;

Parce que seule et contrairement à la capitalisation, la répartition ne constitue pas un danger pour notre avenir d'émancipation.

Affirmons-nous : Contre la Capitalisation ! Pour la Répartition ! »

### « Un billet de loterie »

Le 31 mars 1910, en séance à la Chambre des députés, Jules Guesde est furieux :

« Lorsque je suis venu au socialisme, qu'ai-je toujours dit aux travailleurs ? Que le socialisme consiste essentiellement à mettre fin au prélèvement opéré sur le produit du travail de chaque jour par le patronat. Et pour la première fois, moi, socialiste, je viendrais dire à ces travailleurs, il faut réduire vos salaires, c'est moi qui vais les réduire. Je mettrais, moi, socialiste, ma signature au bas de cette décision ? Non, c'est impossible ! »

Le militant socialiste Bracke le rejoint : « On force le travailleur à prendre un billet de loterie, dont on se paye par des prélèvements, sur son salaire, des années et des années ! Le gros lot c'est de vivre jusqu'à soixante-cinq ans. La chance de gagner est de 6 % disons 7 %... C'est une escroquerie. »

### « Un pour tous, tous pour un »

La Loi sur les Retraites Ouvrières et Paysannes (ROP) est votée le 5 avril 1910.

#### Article 3 :

« Les versements des salariés sont prélevés sur le salaire par l'employeur lors de chaque paye. Chaque assuré reçoit une carte personnelle destinée à l'apposition de timbres de versements. La contribution patronale est représentée par un timbre mobile. Les sociétés de secours mutuels, les caisses d'épargne ordinaires peuvent se charger de l'encaissement des versements de leurs adhérents ».

Le 1<sup>er</sup> janvier 1912, sur les 12 millions de salariés et 6 millions de travailleurs indépendants, il n'y a que 2 650 000 bénéficiaires des Retraites Ouvrières et Paysannes (ROP).

Ce régime se solde par un échec : trop peu d'ouvriers sont concernés. Au lendemain de la première guerre mondiale, l'inflation a fait fondre l'épargne constituée.

Les ROP volent en éclats. A la fin de la guerre, le nombre de cotisants a chuté : il n'en reste plus que 1,8 million en 1920.

A partir de 1930, le mouvement ouvrier va se saisir d'un mot d'ordre pour les retraites par répartition contre le système par capitalisation : « **Un pour tous, tous pour un** ».

Remi Duteil,  
30-06-2016

1. Du paupérisme à la Sécurité Sociale – Henri HATZFELD – Editions Armand COLIN 1971

2. Extrait du Journal Officiel du 31 mars 1910

## Formation - théorie : Les marxistes et l'histoire

# Théologie et idéalisme en histoire

Il existe plusieurs conceptions de l'histoire humaine, plusieurs façons d'envisager et d'expliquer les événements, leur cause et leur enchaînement. L'idée selon laquelle « les hommes font leur propre histoire », banale en elle-même, est de nos jours encore, une idée révolutionnaire. Elle semble buter sur un autre constat : les hommes ne sont pas maîtres de leur destinée. Dès lors, qui pourrait en être « l'intelligence créatrice » ? Quelle « volonté » ?

Il était donc tentant de penser que le mouvement historique de notre espèce était la manifestation de la volonté d'une ou plusieurs divinités, voire de « la colère des Dieux ». Il en découlait une conception théologique de l'histoire. Laquelle fut illustrée par Augustin d'Hippone alias Saint Augustin<sup>1</sup>. Cette conception fut introduite ainsi :

« Considérez ce Dieu souverain et véritable, dit-il, ce Dieu unique et tout-puissant, auteur et créateur de toutes les âmes et de tous les corps... qui a fait de l'homme un animal raisonnable composé de corps et d'âme, ce Dieu, principe de toute règle, de toute beauté, de tout ordre qui donne à tout le nombre, le poids et la mesure, de qui dérive toute production naturelle, quels qu'en soient le genre et le prix, je demande s'il est croyable que ce Dieu ait souffert que les empires de la terre, leur domination et leur servitude restassent étrangers aux lois de la Providence » (Cité de Dieu, traduction Emile Saisset, livre V, chap. XI, pp. 292-293).<sup>2</sup>

### Quand l'histoire tend vers l'essor du christianisme

Plus tard, cette conception fut affinée par Bossuet. Revenant sur les grands empires de l'Antiquité, Bossuet<sup>3</sup> affirme :

« Ces empires ont une liaison nécessaire avec l'histoire du peuple de Dieu. Dieu s'est servi des Assyriens et des Babyloniens pour châtier ce peuple, des Perses, pour le rétablir, d'Alexandre et de ses premiers successeurs, pour le protéger d'Antochius l'illustre et de ses successeurs, pour l'exercer ; des Romains, pour soutenir sa liberté contre les rois de Syrie, qui ne songeaient qu'à le détruire. Les Juifs ont duré jusqu'à Jésus-Christ sous la puissance des mêmes Romains. Quand ils l'ont méconnu et crucifié, ces mêmes Romains ont prêté leurs mains sans y penser, à la vengeance divine et ont exterminé ce peuple ingrat » (Discours, éd. Garnier frères, p.334). »<sup>3</sup>

De fil en aiguille, nous réalisons que toutes les gesticulations humaines d'ici-bas ne font que concourir à un but unique, à l'insu même des protagonistes : l'essor de la religion chrétienne (catholique voulant dire « universel ») et la gloire de Dieu.

### La main de Dieu

Mais, la seule volonté de Dieu ne peut pas tout expliquer. Et si elle devait expliquer tous les événements, le Seigneur pourrait passer pour... un démon. Bossuet poursuit :

« Les hommes et les nations ont eu les qualités, proportionnelles à l'élévation à laquelle ils étaient destinés, et qu'à la réserve de certains coups extraordinaires, où Dieu voulait que sa main parût toute seule, il n'est point arrivé de grand changement qui n'ait eu ses causes dans les siècles précédents. Et comme, dans toutes les affaires, il y a ce qui les prépare, ce qui détermine à les entreprendre, et ce qui les fait réussir, la Vraie science de l'histoire est de remarquer dans chaque temps ces secrètes dispositions qui ont préparé les grands changements et les conjonctures importantes qui les ont fait arriver. » (Discours, pp. 339-340). »<sup>4</sup>

### Le passé éclaire le présent

Ainsi, à sa façon, Bossuet nous révèle que « le passé éclaire le présent ». Et invoque « une vraie science de l'histoire ». Mais dès l'instant où l'on peut trouver des causes humaines dans le passé, établir une relation de cause à effet entre des événements anciens et des événements récents, nous « n'avons pas besoin de l'hypothèse de Dieu », pour reprendre une réplique du mathématicien Laplace au général Bonaparte. Les événements historiques, hors quelques miracles, ont une explication naturelle, de l'aveu même de Bossuet, et non spirituelle et « providentielle ». Les qualités que Dieu a données aux hommes agissent pour ainsi dire « toutes

seules ». À son corps défendant, Bossuet ouvre une brèche à la conception théologique de l'histoire. C'est dans cette brèche que Voltaire va s'engouffrer, un siècle après lui.

### L'opinion gouverne-t-elle le monde ?

La conception théologique de l'histoire faisait dépendre le cours de l'histoire de la volonté de divinités ou d'agents surnaturels. Les conceptions qui lui succèdent au « siècle des Lumières » expliquent cette fois les événements au travers du prisme des idées, de l'évolution des mœurs ou du mouvement de « l'opinion ». C'est ce que nous appelons la conception idéaliste de l'histoire.

Selon cette conception, qui a la vie dure, c'est l'opinion qui gouverne le monde. Et ce qui cause le plus grand tort à l'humanité est l'ignorance. Mais aussi, les préjugés.

Cette conception idéaliste anime, à leur corps défendant, bien des courants anti-religieux actuels, qui voient dans les religions les causes des guerres, des attentats et de différentes formes de barbarie...

Daniel Petri,  
22-06-2016

1. Augustin d'Hippone (latin : Aurelius Augustinus), ou saint Augustin, né dans la Province d'Afrique au municipio de Thagaste (actuelle Souk Ahras, Algérie) le 13 novembre 354 et mort le 28 août 430 à Hippone (actuelle Annaba, Algérie) est un philosophe et théologien chrétien romain de la classe aisée, ayant des origines berbères, latines et phéniciennes.

2. Cité par Gheorgi Plekhanov. La conception matérialiste de l'histoire.  
<https://www.marxists.org/francais/...>

3. Jacques-Bénigne Bossuet (surnommé parfois l'« Aigle de Meaux »), né le 27 septembre 1627 à Dijon (France) et décédé le 12 avril 1704 à Paris était un homme d'Église, évêque de Meaux, prédicateur et écrivain français.

4. Cité par Gheorgi Plekhanov. La conception matérialiste de l'histoire.  
<https://www.marxists.org/francais/...>

## Honneur à Cassius X – Muhammad Ali

# Abeille et papillon\*

**Muhammad Ali est mort le 3 juin dernier à l'âge de 74 ans. Atteint de la maladie de Parkinson depuis 1984, son décès fait suite à des problèmes respiratoires. Au-delà du boxeur légendaire qu'il fut dans les années 1960-1970, nous retiendrons son combat contre la ségrégation raciale, ses liens avec Malcolm X et son refus d'aller combattre au Vietnam.**

Celui qui deviendra une légende de la boxe est né Cassius Clay en 1942, dans une famille confrontée à la ségrégation raciale, en plein cœur des États-Unis d'Amérique. Il démontre très rapidement un talent d'orateur, en plus d'incarner une personnalité hors du commun :

*« Je suis l'Amérique. Je suis cette partie du pays que vous ne voulez pas reconnaître. Mais habituez-vous à moi : noir, sûr de moi, présomptueux ».*

Muhammad Ali sera le premier à dépasser les cordes du ring avec certaines citations mythiques comme *« Il est difficile d'être humble lorsque vous êtes aussi grand que je le suis ».*

C'est en 1960 qu'il décroche le titre olympique à Rome, dans la catégorie mi-lourds. Il accède ainsi à une célébrité qu'il ne quittera plus. À un journaliste qui lui demandait, peu après le 11 septembre 2001, quel effet cela faisait de partager la même religion que Ben Laden, Muhammad Ali lui répondit : *« Et vous, quel effet cela vous fait-il de partager la vôtre avec Hitler ? ».* Ali n'était visiblement pas du genre à se coucher au son des sirènes de l'islamophobie bien-pensante.

## Cassius Clay devient Cassius X

Converti à l'islam en 1964, il abandonne par la même occasion son « nom d'esclave », Cassius Marcellus Clay. Dans la même année, il devient champion du monde des poids lourds face à Sonny Liston, titre qu'il confirmera un an plus tard à la suite de la revanche.

Au début des années 1960, Ali se rapproche de Malcolm X, célèbre militant et prêcheur, qui lutte farouchement pour la défense des droits de la communauté noire aux États Unis et dont il dit : *« Il n'avait peur de rien. Cela m'a attiré ».*

La relation entre les deux hommes, mêle sport, questions raciales et politique dans une époque de révoltes et de combats.

*« Sous la tutelle de Malcom, (Muhammad Ali) a émergé sur la scène*

*internationale comme un symbole de fierté noire et d'indépendance noire »<sup>1</sup>.* Les deux hommes finissent par s'éloigner l'un de l'autre, malgré leur appartenance au mouvement *Nation of Islam*. Après l'assassinat de Malcolm X<sup>2</sup>, le boxeur regrettera cette divergence. *« J'aurais aimé pouvoir dire à Malcom que j'étais désolé, qu'il avait raison sur tant de choses »*, dira le champion des décennies plus tard.

## Aux côtés de ses frères vietnamiens

C'est en 1966 que Muhammad Ali commencera sérieusement à faire parler de lui hors du ring. Appelé sous les dra-



peaux pour aller combattre au Vietnam, le boxeur se déclare objecteur de conscience et rejette sa mobilisation : *« Pourquoi devraient-ils me demander d'enfiler un uniforme et d'aller à 16 000 kilomètres de chez moi pour larguer des bombes et des balles sur des personnes colorées au Vietnam, tandis que les ainsi nommés gens nègres dans Louisville sont traités comme des chiens et privés des droits de l'homme les plus basiques ? ».* Son combat devient politique. En 1967, après son refus d'être incorporé à l'armée, il passe en jugement, à la suite duquel il est condamné à une amende de 10 000 dollars et 5 ans d'emprisonnement. *« Ma conscience ne me laissera pas aller tuer mes frères ou de pauvres gens affamés dans la boue pour la grande et puissante Amérique »*, lance-t-il. *« Les tuer pourquoi? Ils ne*

*m'ont jamais appelé nègre, ils ne m'ont jamais lynché, ils n'ont jamais lâché les chiens sur moi. (...) Comment pourrais-je tuer ces pauvres gens? Mettez-moi en prison ! ».*

Muhammad Ali n'ira finalement pas en prison mais sera dépossédé de son titre de champion du monde et de sa licence de boxeur. Ce n'est qu'en 1971 que la Cour suprême mettra fin à sa traversée du désert, tant sportive que financière, lui permettant ainsi la reprise de sa carrière sur le ring. Cette carrière, il y mettra un terme en 1979 après avoir reconquis son titre en 1974 puis en 1978.

## Une légende vivante

1990, Muhammad Ali, à 48 ans le plus grand boxeur de tous les temps, vient d'aller à Bagdad où il rencontre Saddam Hussein, pendant dix jours. Il en revient avec 32 otages, utilisés comme « boucliers humains » depuis leur capture au Koweït<sup>3</sup>.

Il reçoit, à Berlin en 2005, la médaille de la paix *Otto Hahn*, au nom de l'*Organisation des Nations Unies* « pour son engagement en faveur du mouvement américain contre la ségrégation et pour l'émancipation culturelle des noirs à l'échelle mondiale ». Il est décoré la même année, de la Médaille présidentielle de la Liberté, la plus haute distinction civile aux États-Unis.

Par son courage et son humanité, il touche le monde entier lorsqu'il allume la vasque olympique à Atlanta en 1996. Haï par les uns, adulé par les autres, Ali a laissé une trace indélébile dans notre histoire, celle d'un authentique insoumis, toujours prêt !

Suzanne Floris,  
01-07-2016

\* « Je vole comme le papillon et pique comme l'abeille! » célèbre citation de Muhammad Ali.

1. Randy Roberts et Johnny Smith dans le livre *Blood Brothers* (Frères de sang).

2. En février 1965, M. X avait 39 ans.

3. <http://www.liberation.fr/sports/2012/...>

# La Commune

N° 108 (nouvelle série)

N° 165 (ancienne série)

**Fondateur :** Pedro Carrasquedo †  
(directeur de publication 1992 - 2015)

**Rédacteur en chef :** Daniel Petri

**Comité de rédaction :** Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Paul Dumas, Rémi Duteil, Isabelle Foucher, Antonin Fuchs, Jérôme Lefaure, Julie Charmoillaux, Txomin Ravachol, Jenofa Serbielle, Pierre-Yves Chiron, Domingo Blaya, Mustafa Diakité, Ada Degert, Garledji Makélélé, Gabriel Rodriguez, Jean-Baptiste Carrier, Mohand Kebaïli.

**Directeur de publication :**

Jean-Baptiste Carrier

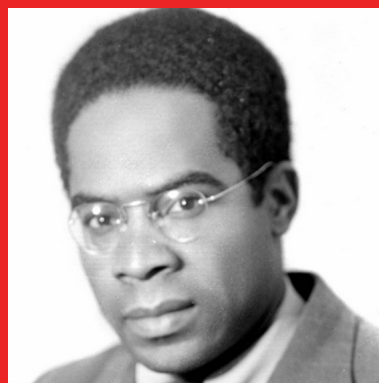
**Commission paritaire en cours**

**Imprimerie spéciale**

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « *La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts.* »

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV<sup>e</sup> Internationale.



**Aimé Césaire**

1913 - 2008

\*

\* \*

« *Oui, il vaudrait la peine d'étudier, cliniquement, dans le détail, les démarches d'Hitler et de l'hitlérisme et de révéler au très distingué, très humaniste et très chrétien bourgeois du XX<sup>e</sup> siècle qu'il porte en lui un Hitler qui s'ignore, qu'Hitler est son Démon, que s'il le vitupère, c'est par manque de logique, et qu'au fond, ce qu'il ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas le crime en soi, le crime contre l'homme, ce n'est pas l'humiliation de l'homme en soi, c'est le crime contre l'homme blanc, c'est l'humiliation de l'homme blanc, et d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique.* »

Aimé CÉSAIRE ;  
Discours sur le colonialisme 1955.  
Présence africaine éditeur. Pages 13-14